



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**AGENCE
NATIONALE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES**

Conseil d'administration 02-2021 du 16 juin 2021

Point « Forfait mobilités durables »

Délibération n° 2021-15 du 16/06/2021

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités
- Vu le décret du 23 décembre 2019 portant nomination du directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (Yves LE BRETON)
- Vu le décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat et l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020
- Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat
- Vu l'avis du comité technique spécial de l'Agence nationale de la cohésion des territoires en date du 17 mai 2021
- Vu la note du Directeur général de l'Agence,

A la majorité des membres présents ou suppléés, décide :

ARTICLE 1 :

Le dispositif « forfait mobilités durables » prévu par le décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat est approuvé pour les personnels de l'Agence nationale de la cohésion des territoires, titulaires, contractuels en contrat à durée indéterminé ou déterminé et salariés en contrat à durée indéterminé ou déterminé, à temps plein ou à temps partiel.

Le bénéfice du « forfait mobilités durables » ne s'applique pas à tous les modes de transport dits de « mobilités douces ». Conformément à l'article 1er du décret susvisé, les deux moyens de transport éligibles pour se déplacer entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail sont le covoiturage et l'utilisation du cycle ou du cycle à pédalage assisté personnel.

ARTICLE 2 :

Ce dispositif entre en vigueur au 1er juillet 2021.

A titre transitoire, les modalités de versement du « forfait mobilités durables » seront appliquées entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2021 aux personnels qui auront déposés leur demande avant le 30 juin 2021.

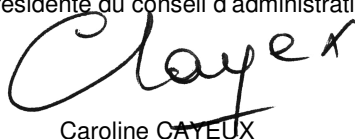
Le montant du « forfait mobilités durables » sera alors fixé à 100 euros pour l'année 2021. Le nombre minimal de jours d'utilisation d'un moyen de transport éligible au versement du « forfait mobilités durables » prévu à l'article 2 du décret du 9 mai 2020 susvisé est fixé à 50 jours, soit le prorata des 100 jours annuels fixés par le décret.

ARTICLE 3 :

Le Directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires est chargé de mettre en oeuvre le versement du « forfait mobilités durables ».

Fait à Paris, le 16 / 06 /2021.

La présidente du conseil d'administration



Caroline CAYEUX